

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°204

PERIODE DU 1^{ER} AU 30 MARS 2020

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

ARRÊTÉS

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Séverine BOULET, directrice de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, à l'Espace Lauragais, 2, rue des Sports à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Loto de l'école du Corail :

- Le dimanche 26 avril 2020, de 12H00 à 20H00.

Nom et signature de l'intéressé :

Le

ARRETE S/N° A 2020-03

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 06 novembre 2019, par Madame Séverine BOULET, directrice de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Séverine BOULET, directrice de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, à l'Espace Lauragais, 2, rue des Sports à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Loto de l'école du Corail :

- Le dimanche 26 avril 2020, de 12H00 à 20H00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 janvier 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Demande déposée le 23/09/2019	
Par :	REGION OCCITANIE Pyrénées Méditerranée
Demeurant à :	22 boulevard du MARéchal Juin 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Madame DELGA Carole
Pour :	Installation d'un bâtiment provisoire de 120 m².
Sur un terrain sis :	2 AV DU LYCEE BA 264

N° AT 031 506 19 00015

Catégorie : 1

Type : R

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 07/01/2020,

Vu l'avis favorable de la Commission consultative Départementale de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées, en date du 17/12/2019,

ARRETE S/N° A 2020-112

ARTICLE 1

L'autorisation de travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

L'effectif maximal admissible est de 30 personnes (public) et 1 personne (personnel), soit un total maximal de 31 personnes.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés

Le

Serge JOP
Mairie de Saint-Orens de Gameville
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 Mars 2020 02 MARS 2020
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 06 MARS 2020
En publication, affichage ou notification le : 06 MARS 2020

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 23/09/19, complétée le 11/10/2019	
Par :	Région Occitanie Pyrénées Méditerranée
Demeurant à :	22 boulevard du Maréchal Juin 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Madame Carole DELGA
Pour :	Implantation d'un bâtiment provisoire pour une salle de classe supplémentaire
Sur un terrain sis :	2 AVENUE DU LYCEE BA 264

N° PC 031 506 19 00026

Surface de plancher créée : 117,70 m²

Destination : équipement d'intérêt
collectif et services publics

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée en vue d'implanter un bâtiment provisoire pour accueillir une salle de classe supplémentaire,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'arrêté n° A 2020-112 du Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville, ci-joint en date du 02/03/2020, autorisant la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public, au titre de la réglementation de la sécurité contre l'incendie et la panique dans les ERP et au titre de l'accessibilité des personnes handicapés,

CONSIDERANT l'article R.425-15 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente »,

CONSIDERANT que le projet porte sur un établissement recevant du public,

CONSIDERANT que l'autorité administrative compétente a donné son accord en date du 02/03/2020 sous réserve du respect des prescriptions,

CONSIDERANT que le permis de construire ne peut être délivré que sous réserve du respect de ces prescriptions,

CONSIDERANT l'article L.433-1 du code de l'urbanisme qui dispose : « Une construction n'entrant pas dans le champ d'application de l'article L. 421-5 et ne satisfaisant pas aux exigences fixées par l'article L. 421-6 peut exceptionnellement être autorisée à titre précaire dans les conditions fixées par le présent chapitre. Dans ce cas, le permis de construire est soumis à l'ensemble des conditions prévues par les chapitres II à IV du titre II du présent livre. »,

CONSIDERANT que le projet répond à la nécessité de mettre à disposition du Lycée Pierre Paul Riquet de Saint-Orens une salle de classe supplémentaire pour une durée de 2 années scolaires,
CONSIDERANT l'article L433-2 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « L'arrêté accordant le permis de construire prescrit l'établissement aux frais du demandeur et par voie d'expertise contradictoire d'un état descriptif des lieux. Il peut fixer un délai à l'expiration duquel le pétitionnaire doit enlever la construction autorisée. Un décret en Conseil d'Etat précise les secteurs protégés dans lesquels la fixation d'un délai est obligatoire. Une prolongation de ce délai est accordée si les nécessités d'une expérimentation dans le domaine des énergies renouvelables le justifient. »,

ARRETE S/N°A 2020-113

ARTICLE 1

Le permis de construire valant ERP est ACCORDE à titre précaire pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles 2 et 3.

ARTICLE 2 :

Il sera obligatoirement tenu compte, lors de l'exécution des travaux, des prescriptions formulées par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission consultative départementale d'accessibilité.

ARTICLE 3 :

Le permis de construire est accordé pour une durée de deux années scolaires. A l'issue, le pétitionnaire devra enlever les constructions autorisées.
Conformément à l'article R433-1 du Code de l'Urbanisme, le demandeur devra établir à ses frais et par voie d'expertise contradictoire un état descriptif des lieux.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 MARS 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 06 MARS 2020

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 11 OCT. 2019

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 02/03/2020 de la Direction Infrastructures, Travaux, Energie de Toulouse Métropole sise 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Madame Marie-Laure VRINAT concernant la pose d'un ralentisseur ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EIFFAGE chargée de leur réalisation, sise ZI de la Madeleine 31132 BALMA représentée par Monsieur Vincent BROCHARD, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2020-115

ARTICLE 1

Sur une durée maximale d'une demi-journée, la rue du Centre sera fermée à la circulation depuis l'intersection avec la rue des Sports.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 04 Mars 2020**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02/03/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Maria Laffont, représentante, du groupe Génération Citoyenne Saint Orens 2020, domiciliée 16, rue des Bolets, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au Château Catala, boulevard Catala, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de notre réunion publique :

- Le vendredi 13 mars 2020, de 18h30 à 23h30.

Nom et signature de l'intéressé :

Le 05.03.2020

ARRETE S/N° A 2020-117

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02, mars 2020, par Madame Maria Laffont, représentante, du groupe Génération Citoyenne Saint Orens 2020, domiciliée 16, rue des Bolets, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Maria Laffont, représentante du groupe Génération Citoyenne Saint Orens 2020, domiciliée 16, rue des Bolets, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, au Château Catala, boulevard Catala, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de notre réunion publique :

- Le vendredi 13 mars 2020, de 18h30 à 23h30.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

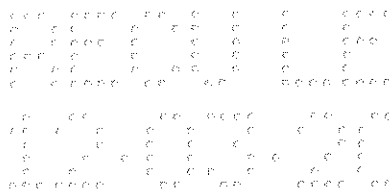
Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04 mars 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants



DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 03/02/20	
Par :	S.A.S FG 4
Demeurant à :	22 RUE MAURICE FONVIELLE 31000 TOULOUSE
Représenté par:	Monsieur GALVANI Francesco
Pour :	Division en vue de construire
Sur un terrain sis :	31 RUE DE LALANDE BN 218

N° DP 031 506 20 P0015

Vu la déclaration préalable susvisée en vue de détacher 3 lots à bâtir,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,
Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,
Vu l'avis défavorable de Toulouse Métropole, Pôle Territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 27/02/2020,

Considérant la partie 2 chapitre 3 section 1 paragraphe 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal qui dispose : « les accès doivent être adaptés à l'opération projetée et aménagés de façon à ne pas créer de dangers pour la circulation générale et à faciliter voire différencier l'accès et la circulation des piétons. Ils doivent répondre aux exigences de la sécurité publique, de la défense incendie et de la protection civile... »,

1/3

l'aménagement d'une plate forme de 5x5m. Dans ce cas, tout portail devra être implanté au-delà de l'aire d'accès de sorte à ce qu'elle soit accessible en permanence sans créer d'attente de véhicules sur la chaussée ou le trottoir. »,

Considérant que le projet prévoit la création de 3 accès individuels contigus d'une largeur de 2m pour les lots B et C,

Considérant que cet aménagement par ses caractéristiques dimensionnelles et son implantation présente des risques pour les usagers et porte atteinte à la sécurité publique,

Considérant que cet aménagement ne répond pas aux exigences de la défense incendie et ne permet pas de réaliser la plate forme de 5x5m,

Considérant l'avis défavorable de Toulouse Métropole, Pôle Territorial Est qui préconise de mutualiser les accès des lots B et C,

Pour ces motifs,

ARRETE S/N° A 2020-118

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 mars 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 12 MARS 2020

En publication, affichage ou notification le : 12 MARS 2020

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au Gymnase Pierre Paul Riquet, avenue du Lycée, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Coupe des Lutins :

- Le dimanche 29 mars 2020, de 09h00 à 18h00.

Nom et signature de l'intéressé :

Le

ARRETE 5/N° A 2020-116

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 01 mars 2020, par Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, au Gymnase Pierre Paul Riquet, avenue du Lycée, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Coupe des Lutins :

- Le dimanche 29 mars 2020, de 09h00 à 18h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 mars 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président, Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, Chemin de Monfalcou, Boulodrome d'En Prunet à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Championnat des Jeunes de Pétanque :

- Le dimanche 22 mars 2020, de 08H00 à 23H59.

Nom et signature de l'intéressé :

Le

ARRETE S/N° A 2020-119

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en application des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 05 mars 2020, par Monsieur Serge MEXES, président, du Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, président, du Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, Chemin de Monfalcou, Boulodrome d'En Prunet à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Championnat des Jeunes de Pétanque :

- Le dimanche 22 mars 2020, de 08H00 à 23H59.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation,**
Serge JOP
Adjoint au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06 mars 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur David BRACHET, Vice -Président, Saint- Orens Badminton, domicilié Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint- Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au Gymnase du Collège René Cassin, avenue des Carabènes, à l'occasion d'une manifestation sportive Black Minton :

- Le samedi 04 avril 2020, de 20h00 à 23h59.
- Le dimanche 05 avril 2020, de 00h00 à 01h00.

Nom et signature de l'intéressé :

Le

ARRETE S/N° A 2020-120

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 04 mars 2020, par Monsieur David BRACHET, Vice -Président, Saint- Orens Badminton, domiciliée Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur David BRACHET, Vice -Président, Saint- Orens Badminton, domiciliée Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, au Gymnase du Collège René Cassin, avenue des Carabènes, à l'occasion d'une manifestation sportive Black Minton :

- Le samedi 04 avril 2020, de 20h00 à 23h59.
- Le dimanche 05 avril 2020, de 00h00 à 01h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation, Serge JOP
Adjoint au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : le 04 mars 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT RELATIF A LA LUTTE CONTRE LE BRUIT.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU le code de la santé publique et notamment les articles L1, L2, L48, L49 et R1337-6;

VU le code de l'environnement et notamment les articles R571-92 et R571-93;

VU la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et 2°, L.2212-2 à L.2214-4 et L.2215-1;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1996;

CONSIDERANT que les grands travaux entraînent journellement des perturbations importantes de circulation et de stationnement sur l'ensemble de la commune et mettent en péril la sécurité publique;

CONSIDERANT que certains travaux de grandes importances créant des nuisances (sonores, visuelles, olfactives ou vibrations transmises) peuvent constituer une entrave à la tranquillité publique,

CONSIDERANT que le bruit est perçu par la population comme l'une des principales atteintes à la qualité de vie,

CONSIDERANT la gêne que constitue l'utilisation d'engins à moteur à des heures où les riverains peuvent logiquement prétendre au repos, notamment la journée du samedi, dimanche et jours fériés

CONSIDERANT que la politique municipale mise en place est basée sur une démarche urbaine qui ne saurait être dissociée du contexte environnemental,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre de nouvelles mesures pour renforcer les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1996, afin d'améliorer la qualité de vie de la commune.

ARRETE S/N° A 2020-128

ARTICLE 1: Est abrogé et remplacé à compter de la publication du présent arrêté municipal, l'arrêté municipal permanent numéro 21 132 du 09 mars 2012.

ARTICLE 2 : Toute personne utilisant dans le cadre de ses activités professionnelles, à l'intérieur des locaux ou en plein air, sur la voie publique ou dans les propriétés privées, des outils ou engins de chantier, de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore sont interdits :

- Les jours ouvrables entre 20h00 et 07h00
- Les samedis, dimanches et jours fériés, toute la journée

ARTICLE 3 : Les livraisons d'engins, susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore sont interdites :

- Les jours ouvrables entre 20h00 et 07h00
- Les samedis, dimanches et jours fériés, toute la journée

ARTICLE 4

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage en mairie et publication.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de Saint- Orens de Gameville.

ARTICLE 8

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, les Agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 11 mars 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 MARS 2020

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 11/03/2020 du pétitionnaire FRECHE, sis 15 rue Marius Terce 31200 TOULOUSE, représenté par Monsieur Frédéric DUMAS, concernant le stationnement d'une nacelle sur le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2020-130

ARTICLE 1

Quatre places de stationnement en épi situées face au n°8 de la Place de la Poste sont réservées au stationnement d'une nacelle afin d'accéder aux antennes GSM du château d'eau.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **12 au 14 mai 2020**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/03/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et 2°, L.2212-2 à L.2214-4 et L.2215-1;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-2, R 411-1 à R 411-32 et R 413-1 à R 413-16 ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le code Pénal ;

VU les textes de références des transports publics et notamment la loi N°82-1153 du 30 décembre 1982 dite loi LOTI, la loi N°96-1236 du 30 décembre 1996 dite loi LAURE, la loi N°200-1208 du 13 décembre 2000 dite loi SRU et loi N°2009-967 du 3 août 2009 dite loi GRENELLE I ;

CONSIDERANT que pour favoriser la fluidité de la mobilité inter quartiers il convient d'aménager des voies dédiées aux transports collectifs ;

CONSIDERANT que pour favoriser la protection de l'environnement, il convient de faciliter la circulation des transports en commun ;

ARRETE S/N° A 2020-131

ARTICLE 1 :

Il est instauré un couloir réservé aux transport en commun de voyageurs et aux taxis, des deux côtés de l'avenue de Toulouse entre le rond-point des Champs Pinsons et le rond-point Sidobre, 7 allée des Champs Pinsons au niveau du terminus de la Ligne 7.

ARTICLE 2 :

Par dérogation à l'article 1, sont autorisés à emprunter ces voies :

- Les véhicules prioritaires en intervention urgente (avertisseurs spéciaux lumineux et sonores en action).
- Les véhicules du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) en retour de mission.
- Les véhicules en chargés de l'entretien et du nettoyage de la voie.
- Les véhicules d'intervention de l'exploitant du réseau urbain TISSEO pour intervention urgente.
- Les vélos lorsque la signalisation verticale et horizontale le spécifie, et à la condition impérative de respecter le sens de la circulation des couloirs.
- Les véhicules transportant du sang sont autorisés, en situation d'urgence uniquement, à utiliser les couloirs bus de la commune, dans le sens normal de la circulation du couloir, et devront porter un signe distinctif indiquant leur mission.
- Les véhicules de transports de fonds sont autorisés à emprunter et à s'arrêter dans les couloirs de bus sur la commune, dans le sens normal de la circulation du couloir, à la seule condition que les établissements à desservir soient situés le long de ces couloirs.

ARTICLE 3 :

Les dispositions qui précèdent prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire correspondante.

ARTICLE 4 :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de Saint- Orens de Gameville.

ARTICLE 6 :

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, les Agents de la Police Municipale, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 mars 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 30 MARS 2020

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ D'EXHUMATION,
RÉDUCTION, RÉUNION ET
RÉINHUMATION**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Madame Anne, Louise FRANCESCON épouse DON, Madame Nansilla FRANCESCON épouse BACOU et Monsieur Serge FRANCESCON**, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumation, réduction, réunion et réinhumation des corps des 2 personnes nommées ci-dessous dans un même reliquaire dans le caveau familial situé dans le cimetière de Ninaret NCI de Saint-Orens de Gameville, emplacement A/14 (C2/4) concession n° REG_NCI : 17 :

Madame Hélène MARCHESIN, décédée le 25.11.1975 (mère),
Monsieur Louis FRANCESCON, décédé le 19.03.1971 (père).

Considérant que les personnes citées ci-dessus sont les plus proches parents et que les pompes funèbres Philae ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter le jour et heure de l'exhumation, réduction, réunion et réinhumation.

ARRETE S/N° A 2020-132**ARTICLE 1**

Autorisons le demandeur à faire procéder :

- à l'exhumation, la réduction, la réunion et la réinhumation des corps des 2 personnes nommées ci-dessus dans un même reliquaire dans le caveau familial situé dans le cimetière de Ninaret NCI de Saint-Orens de Gameville, emplacement A/14 (C2/4) concession n° REG_NCI : 17

ARTICLE 2

Ces opérations auront lieu le mardi 31 mars 2020 à 7h30, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

Les pompes funèbres Philae sont habilitées à l'exécution de cette opération.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame Dominique FAURE,


Maire de Saint-Orens de Gameville

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30 mars 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **30 MARS 2020**

En publication, affichage ou notification le :

DÉCISIONS

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.

26^{ème} Alinéa

DEMANDE DE SUBVENTION AU
DEPARTEMENT

CONTRAT DE TERRITOIRE –
PROGRAMMATION 2020

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DANS
LE GROUPE SCOLAIRE CATALA

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Garonne du 13 décembre 2016, relative à la conclusion du Contrat de Territoire entre le Département et la commune de Saint-Orens de Gameville,

Considérant la nécessité de présenter au Département un dossier de demande pour pour un projet scolaire, au titre de la programmation 2020,

Considérant les différents travaux d'aménagement prévus en 2020 sur le groupe scolaire Catala (*remplacement des luminaires, travaux d'isolation, remplacement du gazon synthétique..*)

Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer ses projets.

DECIDE S/N° D 2020-05

ARTICLE 1

De solliciter, auprès du Conseil départemental de la Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention en 2020, au titre de la réalisation de travaux d'aménagement sur le groupe scolaire Catala, conformément au Contrat de Territoire signé entre le Département et la commune, le 13 décembre 2016.

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à ce jour, à 45 013 € HT, soit 53 583 € TTC.

La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de l'opération, déduction faite des subventions qui seront attribuées.

Le planning de réalisation prévoit un démarrage des travaux au printemps 2020.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique LAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04 mars 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 06/03/20

En publication, affichage ou notification le : 06/03/20